

Les petites confidences d'un grand serviteur de l'État

Dans le second volume de ses mémoires, Jean-Noël Jeanneney, ancien patron de Radio France et ex-secrétaire d'État, dévoile les coulisses de la décennie 1982-1991. Avec des portraits savoureux.

Fils d'un ministre du général de Gaulle, petit-fils d'un président du Sénat, historien, professeur émérite des universités, ancien président de Radio France, ex-secrétaire d'État... Le *curriculum vitae* est aussi prestigieux que l'ascendance. Jean-Noël Jeanneney n'ignore rien des arcanes de l'État. Il en dévoile les coulisses dans le second tome de ses mémoires ⁽¹⁾. Verbe acéré, mais sourire au coin de la plume.

Vous êtes issu d'une famille de grands serviteurs de l'État. Avez-vous vécu cela comme une charge ou un privilège ?

On peut imaginer des hérités plus lourdes. *[Il sourit]* J'ai été porté par le milieu dans lequel je suis né. Cela vous oblige à être à la hauteur.

“ Léotard ? Un sectarisme d'un autre âge ”

Vous avez été nommé à la tête de Radio France en 1982 avec deux missions : préparer le secteur public à la concurrence des radios privées et assurer son indépendance. Qu'est-ce qui a été le plus difficile ?

Il y avait une vraie inquiétude face à la multiplication des radios locales privées. Il fallait marquer notre différence pour justifier l'existence du secteur public, offrir autre chose que ce que proposait le marché. En ce qui concerne l'application de la loi du 29 juillet 1982, qui créait un sas entre le pouvoir et l'audiovisuel public, ça a été plus difficile. En dépit des bonnes intentions de départ, le gouvernement a vite imputé les mauvaises nouvelles aux médias, miroir de leurs actions, et non à leurs actions elles-mêmes. Il a fallu résister à toutes ces pressions...

En 1986, la droite revient au pouvoir. La situation s'est encore compliquée ?
Ça a été un déferlement d'hostilité ! Une vraie tentative de retour

en arrière. Mais il était trop tard, notamment parce que les émetteurs étaient devenus trop nombreux.

Vous pointez l'attitude du ministre de la Culture, alors également maire de Fréjus, François Léotard...

Comme Édouard Balladur, il a manifesté un sectarisme d'un autre âge. Comme si j'étais le personnage de cette affiche représentant un bolchevique avec un couteau entre les dents ! Léotard ne m'a jamais reçu. Il m'a contacté une seule fois, pour me demander d'être clément à l'égard d'un journaliste varois de notre groupe qui avait été sanctionné.

Je n'ai pas levé la punition, évidemment !

En 1988, vous avez

été approché pour prendre la direction du journal *Le Monde*. Vous avez refusé, écrivez-vous, car vous ne souhaitiez pas « devenir le père supérieur d'un couvent provincial transposé à Paris ». Pouvez-vous décrypter ?
Le Monde de l'époque n'était pas celui d'aujourd'hui. Il était encore marqué par ses origines démocrates-chrétiennes. Mais le vrai motif de mes réserves, c'était la perspective de m'engager pour deux mandats de six ans. J'ai toujours souhaité alterner les périodes d'observation et celles où je suis dans l'action ; cette alternance m'aurait été interdite.

Après la réélection de François Mitterrand, vous êtes choisi pour orchestrer le bicentenaire de la Révolution. Un vrai défi ?

J'étais un peu inconscient. *[Il sourit]* C'était un pari magnifique pour l'historien que j'étais. Je savais que cet événement serait quelque chose de central dans ma vie. Après ma nomination, j'ai reçu beaucoup de télégrammes de haine de l'extrême droite !



(Photo Hermance Triay)

Vous avez également eu maille à partir avec le ministre de la Culture, Jack Lang...

Lang souhaitait faire adjoindre à son titre celui de « ministre en charge du Bicentenaire ». J'ai fait savoir que je démissionnerais s'il obtenait satisfaction.

“ Jack Lang ? Rarement vu un narcissisme aussi fécond ”

Il en a été froissé. Alors oui, il y a eu des frottements... Mais cela n'enlève rien à ses grands talents.

J'ai rarement vu un narcissisme aussi fécond !

Le défilé mis en scène par Jean-Paul Goude, c'était votre idée ?

Non, celle d'un membre du cabinet de Jack Lang. Au départ, Jean-Michel Jarre était pressenti, mais je craignais qu'il fasse la même chose qu'en Chine. Or, je voulais de l'inédit.

Entre 1991 et 1993, vous entrez au gouvernement. Que retenir de cette expérience ?

Pour un historien, c'est magnifique d'être au bout de la table. J'ai pu voir marcher l'État de l'intérieur ! Comme tout le monde, je souhaitais laisser une trace de mon passage. Je tenais à instituer un dépôt légal pour l'audiovisuel, comme

celui institué par François I^{er} pour l'écrit. Cela a donné la loi du 20 juin 1992. J'ai également intercedé auprès de Pierre Bérégovoy pour que le 5^e réseau de télévision, tombé en capilotade, soit attribué à la chaîne Arte. Enfin, je suis fier d'avoir dissuadé le Premier ministre de supprimer la redevance audiovisuelle.

“ Un État est toujours impécunieux ”

Trente ans plus tard, cette suppression vient d'être votée. Vous avez qualifié cela de « mauvaise action ». Pourquoi ?

Le secteur public doit avoir les moyens de ses ambitions sans dépendre de la publicité. Il doit aussi disposer de temps pour imposer ses choix.

La garantie du financement du secteur public promise par le gouvernement, vous n'y croyez pas ?

Cette garantie, c'est une faribole ! Les choix budgétaires peuvent être remis en cause d'une année sur l'autre. Par ailleurs, un gouvernement peut être tenté d'utiliser l'arme financière pour peser sur les contenus des programmes. C'est pour cela que les autres pays européens ont conservé la redevance.

La redevance n'est-elle pas rattachée à une époque où il fallait un récepteur de télévision pour voir les programmes ? Ce n'est plus le cas aujourd'hui...

C'est une billevesée ! Je connais la fertilité de nos fiscalistes de Bercy. Ils auraient aisément pu trouver une solution.

Quel regard portez-vous sur l'évolution des médias ?

La presse, qui était profondément vénale jusqu'en 1940, fonctionne avec d'autres règles – et c'est heureux. Mais il reste une question centrale : celle de la propriété des organes de presse. La concentration des titres reste préoccupante. L'affaire du cardinal intégriste à la « Une » de *Paris Match*, imposé par Vincent Bolloré en juillet dernier, en est l'illustration.

PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL PAOLI lpauli@nicematin.fr

Bio express

- **2 avril 1942** : naît le 2 avril 1942 à Grenoble. Son père, Jean-Marcel Jeanneney, a été ministre de Charles de Gaulle. Son grand-père, Jules Jeanneney, fut le dernier président du Sénat de la III^e République.
- **1961-1966** : élève à l'École normale supérieure.
- **1965** : reçu à l'agrégation d'histoire.
- **1968** : enseigne à l'IEP de Paris.
- **1975** : docteur ès lettres. Il est nommé professeur d'université deux ans plus tard.
- **1982-86** : p.d.-g. de Radio France et de Radio France internationale.

- **1988-90** : président de la mission du bicentenaire de la Révolution française.
- **1991-93** : secrétaire d'État au Commerce extérieur (Cresson), puis à la Communication (Bérégovoy).
- **Depuis 1999** : anime sur France Culture une émission qui porte un regard historique sur l'actualité.
- **2002-2007** : président de la Bibliothèque nationale de France.
- **2009** : président des Rencontres de la photographie d'Arles.

1. *Le Rocher de Süsten, Mémoires II, 1982-1991*, par Jean-Noël Jeanneney (Seuil), 408 pages, 25 euros.